

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor

1 Rue Gustave Eiffel

94010 CRETEIL

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C. C. P.)**

**Marché de prestations intellectuelles à bons de commande
pour des missions de Coordination Sécurité & Protection de
la Santé des Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor**

Mai 2025

Sommaire

Art.1	Dispositions Administratives.....	4
1.1	Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1.1	Objet du marché.....	4
1.1.2	Compétences et références du Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)	4
1.1.3	Forme du marché.....	5
1.1.4	Durée du marché.....	5
1.1.5	Montant du marché.....	5
1.1.6	Terminologie	5
1.2	Pièces Constitutives du marché.....	5
1.2.1	Pièces particulières	6
1.2.2	Pièces générales	6
1.3	Bons de commande	7
1.3.1	Forme	7
1.3.2	Contenu.....	7
1.3.3	Suivi.....	7
1.3.4	Durée d'exécution	7
1.3.5	Arrêt et suspension d'exécution.....	7
1.3.6	Bons de commandes complémentaires	8
1.4	Prix et modalités de règlement	9
1.4.1	Prix du marché.....	9
1.4.2	Contenu du prix.....	9
1.4.3	Caractère du prix.....	9
1.4.4	Règlement des comptes.....	9
1.4.5	Délais de paiement	10
1.4.6	Avances	11
1.5	Pénalités et indemnités	11
1.6	Nantissement et cautionnement.....	12
1.7	Résiliation du marché	12
1.7.1	Résiliation du fait du maître d'ouvrage.....	12
1.7.2	Résiliation aux torts du titulaire.....	13
1.7.3	Conséquence de la résiliation.....	13
1.8	Assurance	13
Art.2	Contenu de la prestation et description des missions	15
2.1	Conditions d'exécution de la prestation	15
2.2	Objet des missions	15
2.3	Modalités communes à toutes les missions du présent marché	16
2.3.1	Maîtrise d'ouvrage	16
2.3.2	Informations relatives à l'ouvrage.....	16
2.3.3	Dispositions générales.....	16
2.3.4	Obligations générales	16
2.3.5	Objectifs généraux.....	17
2.3.6	Dispositions particulières liées au milieu hospitalier	17
2.3.7	Modalités de présence.....	18
2.3.8	Conditions d'exécution des missions	18
2.3.9	Incompatibilité de fonction	18

2.4	Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé en phase conception	18
2.4.1	Objectif de la mission	18
2.4.2	Interlocuteurs.....	18
2.4.3	Etendue de la mission.....	19
2.4.4	Déroulement de la mission et livrables.....	19
2.5	Mission de maîtrise d'œuvre en phase exécution	23
2.5.1	Objectif de la mission	23
2.5.2	Interlocuteurs.....	23
2.5.3	Étendue de la mission.....	24
2.5.4	Déroulement de la mission et livrables.....	24
2.5.5	Mesures d'urgence	27
2.6	Mission de conseil sur la législation du travail	27
2.7	Mission de conseil ponctuel.....	27

Art.1 Dispositions Administratives

1.1 Objet du marché – Dispositions générales

1.1.1 Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier a pour objet un ensemble de prestations intellectuelles nécessaires à l'exercice des missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) à réaliser dans le cadre des opérations de travaux ou projets d'opérations de travaux sur les sites des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor constitué des sites suivants :

- L'hôpital Henri MONDOR, situé au 1 Rue Gustave Eiffel, 94 010 Créteil.
- L'hôpital Albert CHENEVIER, situé au 40 rue de Mesly, 94000 Créteil.
- L'hôpital Emile ROUX, situé au 1 avenue de Verdun, 94450 Limeil-Brevannes.
- L'hôpital DUPUYTREN est situé au 1 rue Eugène Delacroix, 91211 Draveil.
- L'hôpital Georges CLEMENCEAU, situé au 1 rue Georges Clemenceau, 91750 Champcueil.

La mission confiée pourra être financée sur les budgets émanant :

- D'une opération du plan de travaux,
- D'une opération identifiée technique ou immobilière,
- Des Travaux Urgents et Imprévisibles,
- Ou encore d'une opération de maintenance ou d'entretien.

Selon les opérations de travaux, la mission peut porter sur les 3 catégories d'opérations déterminant les niveaux de coordination de sécurité :

Catégorie 1 : opérations de plus de 10 000 hommes x jour (soit plus de 80 000 h ou environ 4 M €) avec au moins 10 entreprises pour les opérations de bâtiment ou 5 pour les opérations de génie civil

Catégorie 2 : opérations de plus de 500 hommes x jour (soit 4 000 h ou environ 300 000 €) ou chantier de 30 jours avec un effectif en pointe supérieur à 20 salariés et hors catégorie 1

Catégorie 3 : autres opérations

1.1.2 Compétences et références du Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

Le coordonnateur SPS doit prévenir les risques issus de la coactivité entre les entreprises intervenantes et prévoir l'utilisation de moyens communs sur le chantier concerné. Par ailleurs il doit prévoir les mesures de sécurité qui seront nécessaires après la livraison de l'ouvrage, lors de son exploitation

La mission du coordonnateur SPS est de prévenir, tout au long de l'opération, les risques résultant des interventions simultanées ou successives des diverses entreprises et équipes. À cet effet, il analyse les risques inhérents à chacune des situations de travail, il examine les périodes de co-activité prévues par les plannings, il évalue les risques résultant de cette co-activité, il propose des mesures de prévention dont il contrôle la mise en œuvre. Au cours de cette analyse il doit également d'une part détecter la présence éventuelle d'un ou plusieurs des risques particuliers définis par l'arrêté du 25 février 2003 (L235-6) et le décret du 8 janvier 1965 modifié, par décret du 6 mai 1995, décret du 2 décembre 1998 et décret du 1^{er} septembre 2004.. Par ailleurs, il est capable d'appréhender les risques de maladies professionnelles et de décrire des mesures préventives. Tout au long de l'opération, il adapte son action à la réalité du chantier, en essayant toutefois d'intervenir le plus en amont possible.

Le présent marché s'adresse à un prestataire disposant de compétences identifiées en ingénierie générale d'ouvrages de bâtiment complexe couvrant tous les lots techniques. La mission SPS requiert une attestation de compétences délivrée par le ministère du Travail après une période de formation. Cette attestation est valable 5 ans. Au-delà de cette période, le coordonnateur SPS doit repasser une formation actualisée. Pour exercer sa mission, il doit obligatoirement posséder

le niveau de compétence de niveau 1. Pour obtenir le degré de qualification de niveau 1 (plus de dix entreprises pour un chantier de bâtiment ou cinq entreprises pour un chantier de génie civil), un prérequis de cinq années d'expérience en entreprise ou en bureau d'étude est obligatoire.

1.1.3 Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un marché à bons de commande à prix unitaire sans montant minimum mais avec un montant maximum. Il n'y a aucun engagement sur le montant minimum mais le Titulaire est engagé sur le montant maximum.

Conformément à l'article R2123-1. 1° du Code de la commande publique, la procédure de passation du marché est la procédure adaptée.

1.1.4 Durée du marché

Le marché est conclu à la date de sa notification pour une durée de 4 ans.
L'émission des bons de commande interviendra pendant la durée de validité du marché. La période d'exécution s'achèvera après la période de parfait achèvement de l'ensemble des opérations ayant fait l'objet d'un bon de commande

1.1.5 Montant du marché

Le montant maximum en euros des commandes que le maître d'ouvrage est susceptible d'adresser pour toute la durée du marché est de :

Sur la durée Totale du marché.	Montant maximum de commande
48 mois	200 000.00 € HT

1.1.6 Terminologie

Dans le présent cahier des charges, il est fait référence :

- au titulaire du marché, personne morale (éventuellement personne physique si le titulaire n'est pas une société), désigné par le terme « titulaire » du marché ;
- à la personne physique, chargée par le titulaire d'exécuter la mission faisant l'objet du marché, désignée par les termes « collaborateur », « prestataire », ou encore « bureau d'études »;
- - aux Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, désigné par le terme le maître d'ouvrage.

Le prestataire exerce ses fonctions pour le compte du maître d'ouvrage, en liaison avec celui-ci, et auprès de tout intervenant impliqué dans la réalisation de l'ouvrage. Son intervention ne modifie en rien les responsabilités et obligations propres de chacun, découlant de leur statut.

Par ailleurs, le titulaire est informé que d'autres marchés lient ou lieront le maître de l'ouvrage dans le cadre de ses opérations immobilières ou projets immobiliers et qu'il se réserve la possibilité de désigner tout autre intervenant ou entrepreneur qu'il jugera utile à la bonne fin de l'opération.

1.2 Pièces Constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.P.I.), les pièces constitutives des marchés sont les suivantes et prévalent les unes contre les autres dans l'ordre progressif de leur énumération :

1.2.1 Pièces particulières

1. l'acte d'Engagement (AE) et son annexe Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
2. le présent C.C.P. ;
3. les bons de commande passés dans le cadre du présent marché,
4. le mémoire technique indiquant au minimum la méthodologie mise en œuvre pour l'exécution de la mission et les qualifications et CV des intervenants qui exécuteront la mission,
5. le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par le décret n° 93-443 du 28 mai 1999,

1.2.2 Pièces générales

- 1 - le CCAG-PI en vigueur à la date de la remise des offres. Pour l'application du chapitre V du CCAG PI, il est précisé que l'option applicable dans le cas du présent marché, est l'option A.
- 2 - Loi n° 76-1106 du 6 décembre 1976, relative au développement de la prévention des accidents du travail.
- 3 - Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991, modifiant le Code du Travail et le Code de la Santé Publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail.
- 4 - Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et transposant la Directive Européenne 92-57 du 24 juin 1992.
- 5 - Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil et modifiant le Code du Travail.
- 6 - Décret n° 95-543 du 4 mai 1995 relatif au CISSCT et modifiant le Code du Travail.
- 7 - Décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003, relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le Code du Travail.
- 8 - Arrêtés du 7 mars 1995 fixant le contenu de la déclaration préalable à laquelle sont soumises certaines opérations de bâtiment ou de génie civil et pris pour l'application de l'article L. 235-2 du Code du Travail.
- 9 - Arrêté du 7 mars 1995 relatif à la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs en matière de sécurité et de santé ainsi qu'à l'agrément des organismes de formation (art. R. 238-15 du Code du Travail).
- 10 - Arrêté du 25 février 2003 modifiant l'arrêté du 7 mars 1995 modifié relatif à la formation des coordonnateurs
- 11 - Arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L. 235-6 du Code du Travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis.
- 12 - Le Code du Travail.
- 13 - Le Règlement Sanitaire Départemental ou à défaut, les circulaires des 9 avril 1978 et 26 avril 1982 complétées et/ou modifiées du Ministère de la Santé relatives au Règlement Sanitaire type.

1.3 Bons de commande

1.3.1 Forme

Les bons de commandes sont délivrés par les personnes habilitées et disposant d'une délégation de compétence ou de signature au niveau des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

1.3.2 Contenu

A chaque mission (conception / réalisation) correspond un bon de commande. Le bon de commande indique au moins :

- - le numéro de bon de commande ;
- - le projet ou l'opération concernée ;
- - l'enveloppe financière affectée aux travaux ;
- - le contenu de la mission et les différentes phases ;
- - le découpage de la mission ;
- - les délais de remise des documents ;
- - le programme et/ou tout document.

1.3.3 Suivi

A réception du bon de commande, le titulaire du marché est tenu d'adresser dans les 15 jours au responsable de la Direction des Investissements et de la Maintenance :

- Le bon de commande dûment visé,
- La décomposition de la mission par phase en nombre d'heures
- L'échéancier du paiement par phase,
- Les références et niveau de compétences de la (ou les) personne(s) physique(s) chargée(s) de la mission.

1.3.4 Durée d'exécution

La durée d'exécution des prestations ne pouvant excéder quatre (4) ans, est définie ci-dessous.

Mission en phase conception : elle débute dès l'émission du bon de commande par le maître d'ouvrage ou son représentant, et finit dès que l'ensemble des marchés de travaux est notifié aux entrepreneurs.

Mission en phase exécution: elle débute dès l'émission du bon de commande par le maître d'ouvrage ou son représentant, et finit à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Missions ponctuelles : elles débutent dès l'émission du bon de commande par le maître d'ouvrage ou son représentant. La durée d'exécution est définie dans le bon de commande

1.3.5 Arrêt et suspension d'exécution

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G. P.I., l'arrêt d'exécution des prestations intervient dans les conditions suivantes : le maître d'ouvrage peut décider, pour quelque motif que ce soit, d'arrêter l'exécution des prestations prescrites par bons de commande à l'issue de chaque élément de mission lorsque la mission est décomposée en éléments de mission. Cette décision n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Dans le cadre de la mission conception, le maître d'œuvre de l'opération, suite à modification de programme, peut être conduit à remettre au maître d'ouvrage un nouveau document d'études relatif à un des éléments de sa mission. Le maître d'ouvrage peut demander au titulaire une prestation sur ce nouveau document d'études. L'exécution du bon de commande initial est maintenue et l'analyse de ce nouveau document d'études ne donne pas lieu à rémunération supplémentaire.

De même, si le maître d'ouvrage suspend l'approbation d'un document d'études établi par le maître d'œuvre à la fourniture d'un complément d'études, ou une reprise partielle d'études, par ce dernier, il pourra être demandé au titulaire une prestation sur ce complément sans rémunération supplémentaire.

Il pourra être mis fin à l'exécution de la prestation commandée par bon de commande, sans que le maître d'ouvrage fasse prévaloir l'article 22 du C.C.A.G. P.I., et sans indemnité pour le titulaire, dans les cas suivants :

- Le maître de l'ouvrage ne peut poursuivre l'opération pour tout motif organisationnel, fonctionnel, technique, ou financier ;
- En cas de sursis de statuer, de refus ou de retrait du permis de construire, de référé ou de recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, d'ouverture d'une procédure de modification ou de révision des documents d'urbanisme devant rendre impossible l'octroi du permis de construire, de modification ou de révision ayant le même effet, de refus du maire de proposer la modification ou la révision des documents d'urbanisme lorsque celle-ci est nécessaire à l'obtention du permis de construire, de refus de modification ou de révision dans le même cas.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre l'opération, et dans cette hypothèse, le bon de commande serait alors réputé suspendu et non arrêté et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification de la suspension, et pour autant que ce délai reste dans la durée du marché, l'exécution du présent marché serait alors reprise.

Si, à l'expiration du délai de deux ans, le maître d'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le bon de commande se trouvera alors arrêté de plein droit.

En cas de suspension puis de reprise de l'opération, toutes sommes forfaitaires dues au titulaire du marché faisant l'objet du présent C.C.P. seront indexées en tenant compte de toute la période de suspension selon l'index ingénierie visé ci-après à l'article 1.4.3.

1.3.6 Bons de commandes complémentaires

Lorsque les conditions prévues initialement sont modifiées notamment dans les cas suivants :

- Le montant des travaux diffère de 20% du montant estimé lors de l'émission du bon de commande ;
- La décision de l'arrêt d'une opération.

Un nouveau bon de commande modifiant le bon de commande initial sera établi durant la période d'exécution du marché. Le nouveau montant total de la mission sera celui indiqué sur ce nouveau bon de commande.

Dans le cas de l'arrêt d'une opération, le montant des prestations réalisées sera déterminé selon la part en % du montant global définie dans l'article 1.4.4 – règlement des comptes.

1.4 Prix et modalités de règlement

1.4.1 Prix du marché

Le marché est passé à prix unitaire pour chaque mission ou élément de mission défini par le bon de commande.

La rémunération du titulaire est établie pour chaque bon de commande par application du barème de rémunération figurant au cadre de prix annexé à l'acte d'engagement.

1.4.2 Contenu du prix

Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la mise en œuvre de la prestation à savoir l'ensemble des moyens en personnels et en matériels adaptés en qualité et en quantité à la mission, objet du présent marché ; sont exclus des frais les moyens mis à la charge des autres intervenants dans l'opération, soit au titre de leur marché s'il est passé, soit prévus dans les pièces des marchés à passer et les frais d'assurance résultant des dispositions prévues au présent C.C.P. article 1.8.

1.4.3 Caractère du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé dans l'A.E.

Le prix du marché est ferme la première année, puis révisable les années suivantes.

La révision de la rémunération fixée au bon de commande s'effectuera conformément à la réglementation en vigueur, par l'application de la formule ci-après :

$$R = R0 (0,125 + 0,875 \frac{Im}{I0}) \text{ dans laquelle :}$$

- R = fraction révisé de la rémunération à régler
- R0 = fraction initiale figurant au BPU
- Im = index ingénierie publiés au B.O.C.C.R.F. – Dernier indicie connu du mois d'exécution
- I0 = index ingénierie publiés au B.O.C.C.R.F. – Indicie du mois M0

1.4.4 Règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire du marché fait l'objet d'acomptes, comme indiqué ci-après :

- En conception, le règlement des sommes dues au titulaire du marché fait l'objet d'acomptes correspondant à 70% de chaque élément de mission prévu par le bon de commande à la remise du rapport et 30% à l'approbation par le maître d'ouvrage. La demande d'acompte n'intervient que postérieurement à la remise des avis sur les éléments de mission prévus par le bon de commande ;
- En réalisation, jusqu'à la réception de l'ouvrage, 80% du prix figurant au bon de commande des acomptes mensuels seront facturés; 10% interviendront au moment de la remise du rapport final sans observation et le solde, 10%, seront facturés à la délivrance du procès-verbal d'achèvement de la mission.

Le projet de décompte du mois « m » des sommes dues au titulaire doit être remis au Maître d'Ouvrage avant le dernier jour du mois « m + 1 ».

Les décomptes périodiques doivent être détaillés et reprendre l'ensemble des prestations réalisées depuis le commencement d'exécution des prestations.

La révision des prix doit être comptabilisée dans chaque décompte périodique.

Après achèvement de l'ouvrage, le titulaire établit le projet de décompte final fixant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre au titre de son marché.

Ce projet final est remis au Maître d'Ouvrage ou à son représentant, dans le délai de 45 jours qui suit l'expiration de la période de parfait achèvement.

Le Maître d'Ouvrage vérifie le projet de décompte final et dresse un état faisant ressortir la rémunération due au titre du bon de commande pour l'exécution de l'ensemble de la mission calculée à partir des postes suivants :

- Le forfait initial de rémunération, décomposé entre ses éléments, chacun d'entre eux étant révisé dans les conditions fixées à l'article 1.4.3. du présent CCP ;
- Les pénalités pour retard telles qu'elles résultent des décomptes arrêtés par le Maître d'Ouvrage ;

Le Maître d'Ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend :

- Le décompte final ci-dessus ;
- La récapitulation du montant des décomptes périodiques ;
- L'incidence de la T.V.A. ;
- Le montant du solde à verser au titulaire.

Le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général.

Les missions ponctuelles ne font pas l'objet d'acomptes.

1.4.5 Délais de paiement / Intérêts moratoires, indemnités forfaitaire et complémentaire pour frais de recouvrement

Délais de paiement

Le délai de paiement de 50 jours qui s'impose à l'acheteur est prévu à l'article R. 2192-11 1° du Code de la commande publique.

Intérêts moratoires, indemnités forfaitaire et complémentaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le maître d'œuvre à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme. Au-delà de ce délai global de paiement, le taux applicable sera fixé sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ces opérations de refinancement majoré de 8 points.

Conformément aux articles R2192-35 et R2192-36 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

1.4.6 Avances

Pour les lots dont le titulaire est une PME, une avance d'un taux minimal de 30% pourra être accordée.

Si le titulaire a demandé à la page 4 de l'acte d'engagement le bénéfice de l'avance, celle-ci sera versée en application de l'article L2191-2 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire sollicitera le versement de l'avance par courrier adressé aux Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et précisant son montant ainsi que les références du compte à créditer.

L'avance sera limitée à 5% du marché

1.5 Pénalités et indemnités

Le titulaire du marché devra s'attacher à ne pas retarder de déroulement de l'opération.

A cet effet et à défaut de les obtenir spontanément, il lui appartient de mettre en demeure les intervenants de l'opération pour obtenir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de la conception fixé à la maîtrise d'œuvre et du calendrier de la réalisation des travaux fixé aux entreprises, calendriers qu'il est réputé connaître et avoir en temps opportun intégrés dans son organisation de travail.

Il devra respecter les délais indiqués pour les tâches répertoriées dans les tableaux ci-après. Le titulaire ne pourra en aucun cas prétexter pour justifier son retard d'un défaut de données qu'il n'aurait pas demandées au maître d'ouvrage ou à l'intervenant dans l'opération.

En cas de retard, et faute pour le titulaire d'avoir présenté une justification recevable, une pénalité de 1/500 de la rémunération forfaitaire totale correspondant au bon de commande considéré pourra lui être appliquée par jour calendaire de retard par rapport au délai fixé par le bon de commande et pour chacune des tâches en retard.

Les délais de remise des documents seront fixés dans le bon de commande et ne pourront excéder :

avis APS, APD, PRO, DCE ou autres : 1 semaine après remise

Déclaration préalable : pour le dépôt de demande de Permis de Construire et mise à jour au démarrage du chantier

PGC : 2 semaines après remise du PRO au Coordonnateur et 1 semaine pour la mise à jour dès la remise du DCE au coordonnateur

Projet de règlement du CISSCT : 2 semaines après remise du PRO au Coordonnateur et 1 semaine pour la mise à jour après réception des observations du représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Ouverture du registre journal dès le démarrage du chantier

Constitution du DIUO : 2 semaines après la remise de l'APD du MOE

Passation des consignes et des documents : 2 semaines après notification du nouveau coordonnateur

Avis sur tout document : 1 semaine après remise en phase chantier

Recueil et harmonisation des PPSPS : 2 semaines suivant la notification des marchés de travaux et agréments de sous-traitants

Transmission du DIUO: 2 semaines après mise à disposition du DOE pour consultation par le Pouvoir Adjudicateur.

Par ailleurs, au cas où le représentant du Pouvoir Adjudicateur serait puni pour non respect des dispositions légales par suite d'un défaut d'exécution de la présente mission de la part du coordonnateur SPS, il sera appliqué à ce dernier une pénalité égale à l'amende infligée au représentant du Pouvoir Adjudicateur sur le point défectueux sans préjudice de toute autre action ou réparation du dommage subi.

1.6 Nantissement et cautionnement

A la demande du titulaire, il peut être délivré une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme par le maître d'ouvrage portant la mention : « *copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire* » pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créances consenties, conformément à l'Article R2191-46 du Code de la commande publique

Cette pièce formera titre en cas de nantissement consenti conformément à l'article L-313-23 du Code Monétaire et Financier.

Le titulaire est dispensé de cautionnement : le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché est effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

1.7 Résiliation du marché

1.7.1 Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Le présent marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont le maître de l'ouvrage pourrait disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il pourra éventuellement avoir subi, le prestataire ne pouvant, pour sa part, prétendre à aucune indemnité :

aux cas où, le titulaire étant une personne morale :

- fusion ou absorption ou prise de contrôle majoritaire du capital social du titulaire par une autre personne morale titulaire d'un marché sur une opération faisant l'objet d'un bon de commande,
- fusion ou absorption ou prise de contrôle majoritaire du capital social par le titulaire d'une autre personne morale titulaire d'un marché sur une opération faisant l'objet d'un bon de commande,
- les personnes physiques désignées à l'acte d'engagement ne seraient plus salariées de cette personne morale ou ne rempliraient plus les conditions légales leur permettant de réaliser la mission, et si le remplacement de cette personne physique ne recevait pas l'agrément du maître d'ouvrage,

aux cas où le titulaire étant une personne physique, celle-ci ne remplirait plus les conditions légales lui permettant de réaliser sa mission :

- en cas de renouvellement ou de perte de l'agrément ou qualifications portant sur les domaines concernés par le présent marché,
- lorsqu'une plainte est déposée auprès du juge des référés, par l'inspecteur du travail, faisant état d'une carence du titulaire.

Ladite résiliation prendra effet à la date prévue dans la notification de résiliation envoyée par le maître d'ouvrage et sans qu'il soit besoin d'accomplir aucune formalité judiciaire ni extra judiciaire (à l'exception de celle prévue pour le cas visé en a).

La présente clause est édictée en faveur du maître d'ouvrage qui sera libre de s'en prévaloir ou non.

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 40 du C.C.A.G. P.I. est fixé à 5%.

1.7.2 Résiliation aux torts du titulaire

Outre le cas et les conditions de résiliation prévus aux articles 36 à 42 du CCAG PI, le présent marché peut être résilié par décision du maître d'ouvrage dans les cas suivants :

- au cas où le titulaire n'exécute pas ou ne respecterait pas une obligation quelconque lui incombant en vertu du présent marché, ou l'un des engagements qui y sont contenus et où il ne serait pas porté remède à ce manquement dans les quinze (15) jours suivant la mise en demeure émanant du maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'exécuter ladite obligation ou ledit engagement.
- dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI, si le titulaire se montre incapable de remplir ses obligations contractuelles ou commet dans l'exercice de celles-ci des fautes graves de nature à compromettre le bon déroulement de l'opération. Le marché est alors résilié sans indemnité et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée avec un abattement au moins égal à 20 %.
- dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI, si le contrat est rompu de façon unilatérale par le titulaire, sans que puisse être invoqué le cas de force majeure, le marché est alors résilié sans indemnité et un abattement de 20 % est effectué sur la fraction de la mission déjà accomplie.

1.7.3 Conséquence de la résiliation

Le règlement des prestations déjà exécutées se fera en appliquant l'ensemble des clauses du présent marché relatives au calcul de la rémunération du titulaire.

Dans les hypothèses visées aux alinéas (a) à (c) ci-dessus, les suites onéreuses de la résiliation seraient mises à la charge du titulaire et incluses dans le décompte de solde.

Le titulaire s'engage à remettre au maître d'ouvrage tous les documents en sa possession concernant l'opération, sans attendre la liquidation des comptes entre les parties ou les paiements qui pourraient lui être dus par le maître d'ouvrage, lesquels seront subordonnés à la remise desdits documents.

Quelle que soit la cause ou la responsabilité, le maître d'ouvrage sera libre de faire poursuivre le présent contrat par un tiers de son choix, et d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre du titulaire évincé.

1.8 Assurance

Le titulaire devra, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, produire une attestation de sa compagnie d'assurances prouvant l'existence et la validité, au jour du contrat, d'une police de responsabilité civile, décennale et professionnelle s'appliquant à ses activités.

Le titulaire devra fournir dans les délais évoqués ci-dessus une attestation de son assureur apportant la preuve qu'il est à jour de ses cotisations.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire compléter les garanties et exiger si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel plafond de garantie par catégorie de risque.

Si l'un des cotraitants de l'équipe de coordination n'était pas en mesure de justifier des couvertures d'assurance prévues ci-dessus, il devrait être obligatoirement remplacé, à moins que ses missions puissent être assumées par les autres membres de l'équipe.

Il doit être autorisé, par ses assureurs, à communiquer son contrat d'assurance au maître d'ouvrage sur sa demande, et à lui faire connaître les modifications, suspensions, ou cessations des effets éventuels dudit contrat.

Le titulaire devra pour chaque bon de commande pouvoir justifier d'une assurance responsabilité civile et professionnelle en rapport avec l'importance de l'opération faisant l'objet de la commande et devra souscrire un police complémentaire si cela n'est pas le cas.

Art.2 Contenu de la prestation et description des missions

2.1 Conditions d'exécution de la prestation

L'exercice de ces missions comprend l'analyse de documents, la diffusion de rapports, d'avis et de conseils techniques, la coordination dans le temps et l'espace des actions des différents intervenants, la mise en cohérence des documents fournis par les intervenants et la participation, lorsque la présence du coordonnateur est nécessaire à l'exercice de la prestation et à la demande du maître d'ouvrage, à des réunions entre le maître d'ouvrage et les intervenants de l'opération, ainsi que des déplacements sur chantiers.

Pour l'exécution de chaque bon de commande, le titulaire est tenu d'indiquer au maître d'ouvrage le collaborateur qui exécutera la prestation.

Dans l'hypothèse où le collaborateur n'est plus en mesure d'assurer la mission qui lui a été confié dans le cadre d'un bon de commande afférent au présent marché, le titulaire doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans cette hypothèse, la désignation du remplaçant est soumise à agrément en application de l'article 3.4 du C.C.A.G. P.I. et organisé de la façon suivante :

- Le titulaire désigne un coordonnateur remplaçant et en communique les titres au maître d'ouvrage dans un délai inférieur à 15 jours à compter de la vacance ;
- Le remplaçant est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage si celui-ci ne le refuse pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de cette communication.

Si le remplaçant est refusé par le maître d'ouvrage, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour en désigner un autre à compter de la date de réception de la décision de récusation.

Pour l'exercice des missions confiées par bons de commandes, le titulaire est réputé connaître les lois, règlements ou normes en vigueur afférents au marché qui lui été attribué.

Il appartient au titulaire de prendre l'initiative de solliciter auprès du maître d'ouvrage tout document ou donnée nécessaire à l'exercice de sa mission dans le délai imparti pour l'exécution des tâches, et qui ne lui aurait pas été fourni.

Le titulaire déclare avoir mesuré les contraintes dues au maintien en fonctionnement de toutes les activités hospitalières.

2.2 Objet des missions

Le marché régi par ce CCP a pour objet quatre prestations relevant du domaine du CSPS :

- 1 – Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé en phase conception ;
- 2 - Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé en phase réalisation ;
- 3 – Mission d'audit et de conseils sur la législation du travail.

La forme spécifique des marchés à bons de commande et la durée maximale de ce marché impliquent que les projets concernés par ces missions ne sont pas connus au préalable, et ne sont donc pas décrits dans les documents constitutifs du présent marché.

2.3 Modalités communes à toutes les missions du présent marché

2.3.1 Maîtrise d'ouvrage

Les projets des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor sont conduits par la Direction des Investissements et de la Maintenance.

L'organisation de la maîtrise d'ouvrage sera communiquée au prestataire après commande d'une mission. D'une manière générale, l'interlocuteur privilégié du coordonnateur, au sein de la maîtrise d'ouvrage, sera désigné en tant que « maître d'ouvrage » dans le présent document.

2.3.2 Informations relatives à l'ouvrage

Chaque prestation fera l'objet d'une commande auprès du titulaire pour une opération de construction donnée. Cette opération sera désignée lors de la commande. Plusieurs prestations, pour une même opération, pourront être commandées sur un même bon de commande.

Lors du démarrage de la mission, le maître d'ouvrage fournira au prestataire les caractéristiques principales de l'opération, et précisera notamment le montant prévisionnel des travaux, le délai prévisionnel de réalisation des travaux, l'allotissement prévu, ainsi que le nombre de tranches de l'opération.

De manière générale, par la suite, l'opération concernée par la mission commandée sera désignée par « projet de construction ».

2.3.3 Dispositions générales

Le coordonnateur est particulièrement chargé de coordonner et de mettre en œuvre les actions destinées à assurer le respect des règles d'Hygiène et Sécurité des conditions de travail sur les chantiers où se réalisent des ouvrages de bâtiment.

A ce titre, il prend les mesures pour éviter les risques liés à la co-activité des entreprises ainsi que la succession de leurs interventions vis-à-vis de ces règles.

L'étendue des responsabilités des différents intervenants n'est pas modifiée, par l'intervention du coordonnateur, néanmoins celui-ci contrôle que les dispositions nécessaires à l'Hygiène et à la Sécurité des conditions de travail sont prises et appliquées et, si elles ne le sont pas, les provoque par toutes actions nécessaires.

2.3.4 Obligations générales

De manière générale, sur l'ensemble de ses missions, le coordonnateur veillera à la mise en œuvre des principes généraux de prévention définis à l'article L 230-2 du code du travail :

- Eviter les risques ;
- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- Combattre les risques à la source ;
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- Organiser la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent la technique, les conditions de travail, la co-activité, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

2.3.5 Objectifs généraux

Mettre en place et gérer des procédures facilitant la prise en compte des contraintes de sécurité, avant le début du chantier, dans la coordination des interventions sur le chantier, et pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Ces obligations sont prescrites dans le programme et imposées par les textes législatifs pour ce type de chantier dans le cadre d'opérations de bâtiment et/ou de génie civil. Ces dispositions ont pour objet :

- De contribuer à la réduction du nombre et du degré de gravité des accidents du travail sur le chantier ;
- D'éviter des incidents de chantiers, des retards de travaux, des arrêts de chantiers et des injonctions... ;
- De réduire le champ des possibilités de condamnations pénales, pour les dirigeants et le salariés ;
- De maîtriser les risques liés à la co-activité des entreprises ;
- D'assurer pour le compte du maître d'ouvrage les relations avec les organismes officiels de prévention.

2.3.6 Dispositions particulières liées au milieu hospitalier

La plupart des missions qui seront commandées au prestataire dans le cadre de ce marché concerneront des chantiers en milieu hospitalier, dont l'activité hospitalière est maintenue durant les travaux.

Le coordonnateur portera par conséquent une attention toute particulière à la nécessité de lutter contre les nuisances de chantier, en particulier le bruit et la poussière, et de prévenir les risques de maladies nosocomiales. Sur ce dernier point, il veillera à appliquer au mieux les préconisations de l'équipe opérationnelle d'hygiène des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Il prendra également en compte les interférences entre le chantier et les activités d'exploitation sur site, notamment la circulation des malades, du personnel de l'établissement et des visiteurs.

2.3.7 Modalités de présence

Au titre de chacune des missions, le prestataire devra assister à toutes les réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations, et concernant le projet de construction.

Il assistera notamment le maître d'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées, sur le thème de la sécurité et de la protection de la santé sur le projet, par les partenaires publics (mairies, police nationale, pompiers, inspection du travail, ...).

Il lui appartiendra enfin de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposeront.

2.3.8 Conditions d'exécution des missions

Pour l'exécution de ses missions, le Coordonnateur devra : avoir une parfaite connaissance de la réglementation et textes applicables en vigueur, user de l'autorité nécessaire afférente au respect de ses avis et tenir le plus grand compte des objectifs du Maître d'Ouvrage : délais, coûts....

2.3.9 Incompatibilité de fonction

Le Coordonnateur devra agir en toute impartialité et n'avoir aucun lien, de nature à porter atteinte à son indépendance, avec l'un ou l'autre des intervenants de l'opération et à quelque moment que ce soit. Toute incompatibilité devra être signalée, dès connaissance, au Maître d'ouvrage et donner lieu au remplacement du titulaire.

Si tel n'était pas le cas, le remplacement du Coordonnateur serait exigé avec prise d'effet immédiate. Le Prestataire reprendra, à ses frais, l'ensemble des études et examens depuis l'origine de l'incompatibilité sans préjudice de l'application de pénalités prévues à l'article 1.5 du présent CCP.

2.4 Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé en phase conception

2.4.1 Objectif de la mission

Au cours de cette mission, le prestataire mettra en place l'ensemble des mesures de préservation de la sécurité et de la santé des différents intervenants et du public (riverains, personnel, malades, visiteurs, ...).

Le prestataire interviendra notamment, à la demande du maître d'œuvre, aux fins précisées aux articles L. 235-1 et L. 235-3 du Code du travail.

2.4.2 Interlocuteurs

Outre le maître d'ouvrage, les interlocuteurs du coordonnateur en phase étude sont notamment (liste non limitative) :

- Les différents assistants du maître d'ouvrage (notamment assistants techniques et juridiques) ;
- Le maître d'œuvre ;
- Le programmiste ;
- Le bureau de contrôle technique ;

- Le Coordonnateur Système de Sécurité Incendie (CSSI) ;

2.4.3 Etendue de la mission

La mission CSPS en phase conception débutera dès réception par le titulaire du Bon de Commande si celui-ci notifie l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service ; elle s'achèvera à la désignation des entreprises de construction du projet.

Dès que la mission débutera, le prestataire devra prendre connaissance, auprès du maître d'ouvrage, de l'ensemble des informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d'ouvrage, marquera le début de la mission.

2.4.4 Déroulement de la mission et livrables

De manière générale, le coordonnateur participera aux réunions de conception, à la demande du maître d'œuvre, afin d'organiser et de coordonner la sécurité et la prévention de la santé de tous, à l'intérieur et aux abords du chantier.

Durant cette phase, il vérifiera notamment, le cas échéant, les dispositions prévues pour exécuter les voiries et réseaux divers initiaux en application des articles R. 238-40 et R. 238-44 du Code du travail.

Tous les documents seront remis au maître d'ouvrage en 1 exemplaire papier (+ 1 reproductible s'il s'agit d'un document relié) et en version informatique reproductible (fichier d'origine + fichier au format PDF).

2.4.4.1 Rapport à chaque phase

A l'issue de chaque phase de la conception (APS, APD, PRO/DCE), le coordonnateur SPS établira la synthèse de ses remarques sous forme d'un rapport.

Il s'appuiera, pour ce faire, dans la mesure du possible, sur des points réglementaires précis.

Le rapport concernant la phase d'études de projet (PRO/DCE), correspondant à la fin des études, devra comporter une synthèse de l'évolution des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé.

2.4.4.2 Elaboration du PGC

Cet élément de mission ne concerne que les opérations de catégorie 1, 2 et 3 comportant des risques particuliers énumérés dans la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003, au sens du Code du travail (article R. 238-8).

Pour les autres opérations de catégories 3, le coordonnateur rédigera néanmoins une notice en matière de sécurité et de protection de la santé reprenant les thèmes décrits ci-après.

Le coordonnateur SPS élaborera le plan général de coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé, prévu à l'article L. 235-6 du Code du travail.

Le prestataire commencera à rédiger le PGC dès le début des études APS, puis le fera évoluer jusqu'à la phase de projet ; le PGC sera alors remis au maître d'ouvrage qui le joindra au dossier de consultation des entreprises.

Le P.G.C.S.P.S. comprendra :

Les renseignements généraux d'ordre administratifs intéressant le chantier

Au titre de ces renseignements, le coordonnateur portera ou complètera, dans le PGCSPS, les informations requises dans la déclaration préalable lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner complètement à la date d'envoi de celle-ci.

- Dénomination et description sommaire de l'ensemble de l'ouvrage, calendrier général des travaux, prévision du nombre d'entreprises, prévisions d'effectifs globaux ;
- Renseignements concernant le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre, ou le Responsable de l'Ordonnancement et du Pilotage des Travaux, le Coordonnateur, l'utilisateur de l'ouvrage une fois terminé ;
- Autorisations administratives (permis de construire, de démolir, de voirie, déclaration de travaux, autorisation d'aménagement, ..) ;
- Adresses des services et organismes de prévention suivants :
 - Inspection Départementale du Travail ;
 - Caisse régionale d'Assurance-maladie (CRAM) ;
 - Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P.
- Adresses et correspondants des services extérieurs concernés par les travaux et déjà contactés par le Maître d'Oeuvre (EDF, GDF, P&T, Equipement, Services Municipaux, ...) ;
- Eventuelles restrictions apportées par le Maître d'Ouvrage à l'accès du chantier ;
- Mode de passation des marchés, liste des lots s'il y a lieu.

Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées avec le maître d'œuvre

- Compatibilité du calendrier général d'exécution proposé avec les moyens d'exécution possibles ;
- Mode prévisionnel d'assemblage de l'ossature de la construction et le degré de préfabrication des éléments ;
- Emplacements proposés aux diverses entreprises (à titre commun ou privatif) pour leurs installations de chantier (installations destinées au personnel notamment) ; nécessités de modifier ces emplacements si le déroulement du chantier l'exige ;
- Installations de chantier ou d'hygiène mises éventuellement à la disposition des entreprises par le Maître d'Ouvrage (installations collectives pour le personnel de l'ensemble des entreprises notamment) et modalités de leur utilisation ;
- Liste des locaux pouvant être affectés à l'usage du chantier dès leur mise hors d'eau ;
- Installations et équipements définitifs utilisables pour le chantier (date de mise à disposition à préciser), prises de terre, transformateurs de livraison, sources électriques de remplacement, escaliers, échelles à crinoline, ascenseurs, cheminements piétons, voiries, ...
- Modalités de clôture et de gardiennage du chantier, d'accès du public au chantier lors de visites, ...

Les mesures de coordination en matière de sécurité et de santé

- Sujétions éventuelles imposées aux entrepreneurs pour l'emploi de certains moyens d'exécution intégrant la sécurité ;
- Conditions d'accès et de circulation horizontale et verticale ;
- Conditions de manutention des matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage et la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
- Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage ;
- Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
- Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
- Utilisation des protections collectives et de l'installation électrique ;
- Mesures retenues en matière d'interactions sur le site ;
- Mesures générales pour les locaux destinés au personnel.

Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

Les sujétions découlant de l'environnement du chantier

- Géologie du site ;
- Hydrologie : nappes, crues, ... ;
- Climatologie : direction et force des vents dominants, températures, risques d'orages, ... ;
- Dénomination et implantation des ouvrages maintenus en exploitation sur le site et à ses abords (lignes électriques, canalisations souterraines, unités de production déjà en service) ;
- Restrictions apportées :
 - A l'emploi des explosifs, des feux, des matériels bruyants, des radiations, ... ;
 - A l'utilisation de certaines zones à des fins de stockage de matériaux ;
- Signalisation du chantier de jour et de nuit ;
- Rejets d'effluents ;
- Limitation d'accès au site : gabarits maximaux, charges limites sur les voies d'accès, ... ;
- Servitudes de voisinage, interdictions diverses relatives à la législation concernant les établissements classés ;
- Interdiction de survol des grues dans certaines zones du chantier.

Les sujétions découlant de la prévention contre le risque aspergillaire

- Etablissement des circuits de flux internes et externes au chantier ;
- Conditions d'exécution des travaux ;
- Diffusion de l'information à l'intérieur du chantier.

2.4.4.3 **CISSCT**

Cet élément de mission ne concerne que les bâtiments de catégorie 1 au sens du Code du travail (article R. 238-8).

Le coordonnateur élaborera le projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT), conformément aux dispositions du décret n° 95-543 du 4 mai 1995.

Le prestataire remettra ce projet de règlement avec le PGC, de façon à permettre son inclusion au dossier de consultation des entreprises.

2.4.4.4 **Le DIUO**

Le coordonnateur SPS constituera le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) qui rassemblera, dans le cadre défini par l'article R. 238-7 du Code du travail, les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Ce document précisera notamment les dispositions prises :

- Pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- Pour l'accès en couverture (moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée, possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes, chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes) ;
- Pour faciliter les travaux d'entretien intérieur (ravalement des halls de grande hauteur, accès aux cabines et machineries d'ascenseur, accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire, changements ou essais d'appareillages situés en hauteur).

Il indiquera en outre les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à la disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Le DIUO devra être un document facile à utiliser ; son organisation sous la forme de fiches avec nomenclature est souhaitée.

Le DIUO sera amené à être enrichi pendant la phase d'exécution des travaux, jusqu'à la période de garantie de parfait achèvement.

2.4.4.5 **Registre-journal de la coordination**

Le coordonnateur SPS ouvrira et mettra à jour le registre-journal de la coordination : il y consignera, dans l'ordre chronologique, tous les événements liés à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Le coordonnateur fera alors viser par le maître d'œuvre, et les autres acteurs, les points du registre les concernant.

Au minimum à la fin de chaque mois, le prestataire remettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre-journal depuis le dernier envoi.

Le registre-journal se présentera comme un cahier à pages numérotées, fourni et tenu par le prestataire. Le registre se trouvera dans la salle de réunion de la direction des travaux, accessible à tout moment par le prestataire.

Ce cahier sera complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

Durant cette mission, le coordonnateur consignera au registre-journal :

- Tous les avis, observations ou notifications qu'il jugera nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;

- Tous les événements intéressant la prévention, et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

Conformément à l'article R.238-19 du Code du Travail, le registre journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage.

2.4.4.6 Contribution à l'élaboration du DCE

Le coordonnateur SPS contribuera à l'élaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE) en proposant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, notamment :

- Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entrepreneurs de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- Les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Le PGC pour les chantiers de catégorie 1 ou 2 ou 3 comportant des risques particuliers énumérés dans la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003, ou la notice en matière de sécurité et la protection de la santé ;
- Le projet de règlement intérieur du CISSCT, pour les chantiers de catégorie 1.

D'autre part, le coordonnateur proposera au maître d'œuvre l'ensemble des éléments, concernant la sécurité et les moyens qui lui sont attribués, à étudier dans le but de faire figurer les prescriptions appropriées dans les clauses techniques et administratives des marchés de travaux.

2.5 Mission de maîtrise d'œuvre en phase exécution

2.5.1 Objectif de la mission

Au cours de cette mission, le coordonnateur veillera à la mise en œuvre et au suivi des mesures de sécurité et de protection de la santé sur le chantier de construction.

Le prestataire sera l'interlocuteur privilégié des intervenants sur le chantier en matière de sécurité et de santé des travailleurs ; il exercera sa mission en concertation avec le maître d'œuvre et l'OPC.

Le coordonnateur veillera par ailleurs à la sécurité permanente du public et des activités à proximité du chantier.

2.5.2 Interlocuteurs

Outre le maître d'ouvrage, les interlocuteurs du coordonnateur en phase réalisation sont notamment (liste non limitative) :

- Les différents assistants du maître d'ouvrage (notamment assistants techniques et juridiques) ;
- Le maître d'œuvre ;
- Les entreprises et les sous-traitants ;
- Le bureau de contrôle technique ;
- Le Coordonnateur Système de Sécurité Incendie (CSSI) ;

2.5.3 Étendue de la mission

La mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé en phase travaux débutera dès réception par le titulaire du Bon de Commande si celui-ci notifie l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service ; elle s'achèvera à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement des travaux.

Si la mission débute après le démarrage de la période de préparation du chantier, le prestataire sera chargé de prendre connaissance du travail effectué depuis la désignation des entreprises de construction.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d'ouvrage, marquera le début de la mission.

2.5.4 Déroulement de la mission et livrables

Tous les documents seront remis au maître d'ouvrage en 1 exemplaire papier (+ 1 reproductible s'il s'agit d'un document relié) et en version informatique reproductible (fichier d'origine + fichier au format PDF).

Les plans et études d'exécution, pour l'ensemble des lots sont à la charge des entreprises attributaires des marchés de travaux.

2.5.4.1 *Elaboration de la déclaration préalable*

La préparation de la déclaration préalable aux autorités compétentes visées à l'article L238.2 du code du travail pour les opérations le nécessitant: l'inspection du travail, la CRAM et l'OPBBTP sera effectué par le prestataire.

Cette déclaration sera établie suivant le modèle fixé par l'arrêté du 7 mars 1995.

2.5.4.2 *Tenue du registre-journal de la coordination*

De manière générale, au cours de cette mission, le prestataire tiendra à jour le registre-journal de la coordination en y consignant :

- L'arrivée d'une nouvelle entreprise ;
- La remise d'un PPSPS ;
- L'arrêt d'un poste de travail ;
- La tenue d'une réunion sur le site ;
- Le PGC et ses additifs ;
- Les procès-verbaux des inspections communes ;
- Les comptes-rendus de réunions ;
- Les visites de chantier ;
- L'ensemble des consignes et observations visées par les personnes concernées.

Au minimum à la fin de chaque mois, le prestataire remettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre-journal depuis le dernier envoi.

Le registre-journal se présentera comme un cahier à pages numérotées, fourni et tenu par le prestataire. Le registre se trouvera dans la salle désignée par la direction des travaux et de la maintenance, accessible à tout moment par le prestataire.

Ce cahier sera complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

2.5.4.3 Organisation des entreprises

En coordination avec l'OPC, le coordonnateur SPS organisera les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, et coordonnera leurs activités simultanées afin de limiter les risques inhérents à la co-activité.

Il contrôlera notamment le plan d'installation de chantier et vérifiera les installations de chantier de chaque entreprise.

À la demande du maître d'ouvrage, le coordonnateur peut être amené à formuler un avis sur une entreprise sous-traitante en vue de son agrément. En tout état de cause, le prestataire sera destinataire d'une copie de tous les actes spéciaux de sous-traitance.

2.5.4.4 Collecte des PPSPS

Suivant les dispositions de l'article R. 238-28 du Code du travail, le coordonnateur :

- Communiquera à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier, dès signature du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
- Guidera les entreprises, leurs co-traitants et sous-traitants dans l'élaboration de leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), en contrôlera le contenu, et veillera à ce qu'il soit conforme aux articles R. 238-31 et R. 238-32 du Code du travail ;
- Harmonisera les PPSPS des différentes entreprises ;
- Diffusera les PPSPS aux organismes intéressés ;
- Assistera le maître d'ouvrage dans la gestion des PPSPS ;
- Transmettra à chaque entrepreneur les PPSPS des entreprises chargées du gros œuvre, et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés à l'article L. 235-6 du Code du travail ;
- Transmettra à chaque entreprise en faisant la demande l'ensemble des PPSPS établis par les autres entrepreneurs.

2.5.4.5 Inspection commune de chantier

Le prestataire procédera à une inspection commune du chantier, avec chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, préalablement à leur intervention. Cette visite aura pour but de préciser les consignes de sécurité à observer par ces entreprises.

Le coordonnateur informera le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre des date et heure de chaque inspection commune, afin de leur permettre d'y assister, s'ils le jugent opportun.

Pour chaque entreprise, l'inspection commune aura lieu avant la remise du PPSPS de l'entreprise. Elle fera l'objet d'un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise. Le coordonnateur consignera cette inspection dans le registre-journal.

Le coordonnateur adressera alors le procès-verbal au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

2.5.4.6 Adaptation du PGC

Cet élément de mission ne concerne que les opérations de catégorie 1, 2 et 3 comportant des risques particuliers énumérés dans la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003, au sens du Code du travail (article R. 238-8).

Tout au long de la mission, le prestataire complètera et adaptera le Plan Général de Coordination (PGC) au vu de l'évolution du chantier, et en fera mention dans le registre-journal du chantier.

Il y intégrera notamment les PPSPS des entreprises de construction.

Le coordonnateur communiquera les modifications du PGC au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et aux titulaires des marchés de travaux.

Le PGCSPPS sera présenté par le coordonnateur, sur demande :

- au médecin du travail ;
- aux membres des CHSCT des entreprises appelées à intervenir sur le chantier, ou à défaut, aux délégués du personnel ;
- à l'inspection du travail ;
- aux représentants de l'OPPBTP ;
- aux représentants de la C.R.A.M ;

2.5.4.7 Constitution du CISSCT

Cet élément de mission ne concerne que les chantiers de catégorie 1 au sens du Code du travail (article R. 238-8).

Le coordonnateur SPS proposera au maître d'ouvrage la constitution du CISSCT dans les neuf (9) jours qui suivent le début de la période de préparation des travaux.

Le coordonnateur organisera et présidera le collège conformément au décret n° 95-543 du 4 mai 1995. Il veillera notamment à l'efficacité de ce collège ; pour ce faire, s'il le juge utile, le coordonnateur pourra l'organiser sous forme de commissions plus restreintes et correspondant à un découpage plus adapté des travaux.

Les frais de fonctionnement du CISSCT seront à la charge du prestataire.

2.5.4.8 Inspections de chantier

Le coordonnateur procédera à des inspections régulières de chaque chantier (au moins 1 par semaine) afin de veiller à l'application, par les entreprises, des dispositions prévues dans leur marché et dans leur PPSPS.

Il s'assurera également du suivi des règles définies dans le PGC, et de la mise en œuvre des dispositions retenues par le CISSCT.

Le coordonnateur consignera chacune de ses visites dans le registre-journal.

2.5.4.9 Avis sur les dossiers d'études d'exécution

Le coordonnateur SPS formulera toutes les observations qu'il jugera nécessaire de faire sur les documents d'exécution.

Ces observations seront transmises par écrit au maître d'ouvrage.

2.5.4.10 Accidents de chantier

Le prestataire établira les statistiques d'accidents de travail intervenus sur le chantier.

Il analysera les rapports d'accidents établis par les entreprises afin de proposer toute mesure de protection utile à la prévention de ces accidents.

2.5.4.11 Mise à jour du DIUO

Le prestataire mettra à jour le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) tout au long de l'avancement du chantier.

Au plus tard à la réception de l'ouvrage, le coordonnateur remettra au maître d'ouvrage, en 1 exemplaire papier (+ 1 reproductible s'il s'agit d'un document relié) et en version informatique reproductible (fichier d'origine + fichier au format PDF) le DIUO partiel. Il comprendra notamment :

- Tous les documents de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (plans, notes techniques) ;
- Le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (caractéristiques, localisations, durabilité...) ;
- Le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini à l'article R. 235-5 du Code du travail ;

- Une notice générale d'intervention ultérieure sur l'ouvrage – élaborée par le prestataire – recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Enfin, au moins un (1) mois avant la fin de la période de garantie de parfait achèvement de l'ouvrage, le coordonnateur SPS remettra au maître d'ouvrage en 1 exemplaire papier (+ 1 reproductible s'il s'agit d'un document relié) et en version informatique reproductible (fichier d'origine + fichier au format PDF) le DIUO définitif. Cette transmission fera l'objet d'un bordereau d'envoi.

2.5.5 Mesures d'urgence

En vertu des articles L. 231-8 et L. 231-9 du Code du travail, le coordonnateur sera autorisé à prendre toute disposition d'urgence qui s'imposera, voire à arrêter et évacuer le chantier si nécessaire.

Toute décision d'urgence qu'il sera amené à prendre fera l'objet d'un rapport justificatif faisant état des circonstances et des raisons l'ayant mené à prendre une telle décision.

Ce rapport sera adressé au maître d'ouvrage au plus tard le jour suivant sa décision.

2.6 Mission de conseil sur la législation du travail

Cette prestation correspond à la participation à une réunion ou un entretien d'une demi-journée (4h), dont l'ordre du jour aborde le thème de la législation du travail, qui n'entre pas dans le cadre d'une opération sur laquelle le prestataire a déjà une mission de coordination SPS.

Il pourra par exemple s'agir d'une réunion en présence des partenaires publics (mairie, inspection du travail, pompiers, police nationale...) faisant état d'une réflexion globale sur la sécurité et la protection de la santé dans le cadre de travaux réalisés par l'AP-HP.

Le prestataire rédigera un compte-rendu à l'issue de la mission.

2.7 Mission de conseil ponctuel

Cette prestation correspond à la participation à une réunion ou une visite ou un entretien supplémentaire, facturée à l'heure incluant la rédaction d'un compte-rendu.

Le présent C.C.P. déroge :

- dans son article 1.2 à l'article 4.1 du C.C.A.G. P.I.